

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1978)

Heft: 478

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉFENSE NATIONALE

Bruits de bottes dans le Réduit

Un commandant de corps qui quitte son poste avant l'âge de la retraite, sans attendre la désignation de son successeur, ce n'est pas habituel. Qui proteste publiquement contre les motifs avancés par le Département militaire pour expliquer son départ et finit par invoquer enfin les 170.000 hommes qui se tiennent derrière lui (!) pour appuyer ses dires, cela sent vraiment la poudre.

Le colonel Georg Reichlin s'est donc expliqué dans la presse. Le Département militaire fédéral et le chef d'Etat-major général Senn également. Apparemment les causes et le sens du conflit sont connus. Pour le commandant démissionnaire du corps d'armée 3, le plan-directeur 80 porte un mauvais coup aux troupes alpines. On lui retire trois bataillons d'exploration, puis cinq bataillons de fusiliers, ce qui constitue 12 pour cent des troupes combattantes, pour renforcer

les corps d'armée de campagne, par la création notamment de compagnies antichars équipées de Dragons au niveau des bataillons de fusiliers. Et cela sans améliorer sensiblement en contrepartie les moyens de feu et de déplacement à disposition du 3e corps d'armée.

En outre, la Commission de défense militaire, qui comprend sous la direction du chef du Département militaire les commandants de corps et le chef de l'armement, hésite à proposer au Conseil fédéral le candidat de Georg Reichlin au poste de chef d'Etat-major du 3e corps d'armée. Malgré l'appui du gouvernement schwyzien, malgré les atouts démocrates-chrétiens dont il dispose, le colonel Fritz Husi, schwyzien comme Reichlin, n'a pas encore l'âge, ni peut-être toutes les compétences de commandement pour devenir brigadier aux yeux des responsables militaires, échaudés par l'affaire Jeanmaire, et tenus de respecter plus strictement qu'auparavant les règles d'avancement.

Georg Reichlin, dont le caractère explique peut-être la valse des chefs d'Etat-major au 3e corps d'armée depuis sa prise de com-

mandement en 1975, se fâche, puis finit par claquer la porte, accusant Rudolf Gnaegi de ne pas faire le poids face à la majorité des membres de la Commission de défense militaire.

Un plan, c'est un plan

Le chef d'Etat-major général de répondre qu'il doit faire appliquer le plan-directeur 1980, dont l'adoption en 1975 n'avait pas provoqué de réactions de la part de Georg Reichlin.

Ce plan met notamment l'accent sur le renforcement des moyens antichars des divisions de campagne. En raison de la diminution des effectifs — 10 000 hommes, presque une division, disparaîtront en élite jusqu'en 1985 — et de l'introduction de l'antichar Dragon, il faut dissoudre des unités existantes ailleurs. Malgré cela, le corps alpin restera le plus important des quatre corps d'armée avec 34, 66 pour cent des effectifs (contre 35,56 pour cent actuellement) et 200 pièces d'artillerie mobile sur 800.

Certes, les 200 tubes de l'artillerie de fortresse sont à remplacer, certains datant de

COURRIER

Après Zwentendorf : plus jamais comme avant

Les Autrichiens ont donc dit non à la centrale nucléaire de Zwentendorf. A une faible majorité. On peut dire que c'est un peu par hasard. La marge de quelques dixièmes de pourcent aurait pu être dans l'autre sens. Il aurait suffit peut-être d'un discours de plus ou de moins, d'un temps plus ou moins favorable le jour du vote, d'une compétition sportive à la télé. Peu de chose pour faire une grande différence !

Les Autrichiens ont probablement beaucoup de chance que le hasard ait fait pencher la balance du côté du "non". Si le "oui" l'avait emporté, on serait retombé dans la routine usuelle

avec échange d'arguments non moins usuels, et même usés : qu'on est obligé d'utiliser le nucléaire parce qu'il faut bien recourir à toutes les ressources disponibles pour parer à la sacro-sainte augmentation de nos "besoins" en énergie, qu'on a déjà dépensé beaucoup d'argent pour le nucléaire et qu'on ne peut pas laisser tomber ça sans catastrophe économique, que le nucléaire permet la substitution du pétrole par une ressource non-renouvelable venant de l'étranger, que les sources renouvelables comme le solaire ou le biogaz ne sauraient en aucune manière prendre la relève rapidement et ne peuvent couvrir que quelques malheureux pourcents de nos immenses besoins d'ici la fin du siècle, que le nucléaire est dangereux ou ne l'est pas, qu'il est rentable ou ne l'est pas etc... Toutes ces balivernes sont maintenant ba-

layées, au moins pour les Autrichiens. Le gouvernement a même décidé que Zwentendorf, c'était fini-bouclé puisque le peuple n'en a pas voulu. Pas de mise en route en catimini ou pour de fumeuses raisons juridicopolitiques... C'est au pied du mur que l'on reconnaît le maçon. En Autriche, on distingue maintenant le pied du mur. On a réussi à le débarrasser des feuilles et détritus qui le recouvaient. Au boulot !

On va enfin pouvoir développer les alternatives en y croyant. Les développer parce qu'on les veut vraiment, parce qu'on sait qu'on va en avoir besoin. On va pouvoir donner à la lutte contre le gaspillage un aspect positif et sérieux. On sera motivé pour le faire puisqu'on n'aura plus de sirènes nucléaires pour nous dire qu'un peu de gaspillage, comme le chauffage électri-

soixante ans en arrière, et les troupes d'intervention manquent de moyens de transport rapides, notamment d'hélicoptères, mais tout cela est un problème d'argent, difficile à résoudre actuellement. Le corps alpin est effectivement plus touché que les autres, mais au profit d'une réorganisation où prime l'efficacité de l'armée entière.

Dans sa lutte pour défendre l'intérêt particulier de son corps d'armée Georg Reichlin a fait intervenir les gouvernements des cantons intéressés, il a mené une petite guerre solitaire à la Commission de défense militaire ; il doit s'incliner devant les conséquences des décisions d'ensemble prises par l'autorité politique.

La fin d'un mythe

L'affaire Georg Reichlin a fait plus de bruit outre Sarine que dans les journaux romands. Elle mérite pourtant considération. D'une certaine façon elle marque — symboliquement — la fin du Réduit national, auquel la plupart des Suisses croient encore comme à l'article premier de notre défense nationale.

La conception de 1966, mais plus encore le plan-directeur 1980 ont achevé de réduire nos Alpes neigeuses à la loi commune. Elles ne sont plus qu'une région comme une autre que l'armée doit défendre jusqu'au bout. "Empêcher des poussées ennemis au travers du secteur alpin. Couvrir les arrières et les flancs des corps d'armée de campagne. Dominer une partie du secteur alpin pendant une longue durée", telle est la mission du 3e corps d'armée au terme du plan-directeur 1980.

L'image du Réduit avait eu un effet mobilisateur et une portée politique durant la Seconde guerre mondiale (A défaut de juger du Réduit en termes militaires, ce que nous n'avons heureusement pas été obligés de faire). Elle garde encore un certain impact, sur lequel le bouillant chef du 3e corps d'armée a probablement cru pouvoir compter. L'effet relativement limité de sa démission prouve à tout le moins que la Suisse n'est plus entièrement dans le Réduit.

Mais d'un autre côté les plaintes de Georg Reichlin attirent l'attention sur le fossé qui

existe aujourd'hui entre les missions données à l'armée, la doctrine d'engagement des troupes (redéfinies notamment dans le plan-directeur 1980) et les moyens existants, fossé aggravé par la crise des effectifs.

Tout se passe comme si, pour une fois, faute de canons et d'avions, les stratégies qui préparent la guerre pour nous, avaient à revenir de l'imagination et de la créativité. Au point de rendre un peu irréelle la lecture des documents officiels lorsqu'on sait l'effectif et l'état exact des moyens qui existent réellement.

Enfin, on reproche à Georg Reichlin d'avoir mis dans son jeu des gouvernements cantonaux, des partis politiques, d'avoir prononcé des conférences et ouvert son cœur à la presse. Ce reproche avait déjà été adressé à d'autres officiers, dans le passé, coupables d'avoir osé donner ouvertement leur avis. Ce reproche étonne, dans une armée de milice. Et peut-être que les déclarations personnelles des officiers supérieurs feraient moins de bruit et de scandale si l'armée cessait de cultiver, comme l'une de ses grandes traditions, le secret pour le secret.

que des locaux, après tout ce n'est pas si grave puisque le nucléaire peut produire tellement d'énergie.

On pourra se permettre de faire une classification des besoins. Distinguer entre les besoins fondamentaux, les applications secondaires, le luxe et finalement le gaspillage. On pourra donc établir des priorités sur une base honnête et logique.

On passera la centrale de Zwentendorf par pertes et profits. Ca fera peut-être 200 balles par Autrichien. Et alors ? on s'en remettra. On arrive bien à se remettre du vilipendage d'argent que représentent les dépenses d'armements.

Et on va pouvoir créer tout un tas de postes de travail pour faire des capteurs, des digesteurs,

de la bricolage en tous genres à l'échelle humaine. On pourra même y recycler les ingénieurs nucléaires. Du boulot pour tout le monde et du boulot plus marrant que de se promener en habits de martien et avec le sérieux du chat qui caque à la recherche d'évasifs neutrons dans et autour de centrales nucléaires.

Veinards ces Autrichiens.

Nous, pendant ce temps, on pédalera derrière eux. On continuera à décider dans de doctes assemblées (GEK) le pourcentage de nos "besoins" auquel auront droit en l'an 2000 les différentes méthodes de production d'énergie. On continuera à donner le peu d'argent que l'on dépense pour la recherche sur les énergies renouvelables, comme le solaire ou le biogaz, à ceux qui auront le mieux fait preuve de leur scepticisme à l'égard de ces énergies-là. On

continuera à investir beaucoup d'argent dans la recherche sur le nucléaire dont on nous dit pourtant que les problèmes sont résolus. On continuera à installer des énormes tuyaux très coûteux pour distribuer un gaz naturel dont on sait déjà qu'il ne pourra nous aider que pendant un temps très limité. On continuera à chercher à grand frais du pétrole et du gaz dans la terre pour ne renvoyer que de quelques années un pénurie de fuel parfaitement inéluctable.

On continuera à perdre temps et argent.

La prochaine échéance pour arrêter, ou tout au moins freiner ce gaspillage imbécile est fixée au 18 février 1979. Peut-être aurons-nous auant de chance que les Autrichiens.

Pierre Lehmann